

Dorra Mahfoudh

Sociologue

Professeure émérite à l'Université des sciences humaines et sociales de Tunis. Co-fondatrice de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), ex-présidente de l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD).

Juin 2023

Habib - *Sabah el kheir.*

Dorra - *Ahlan wa Sahlan, marhba bik*

Habib - D'abord merci beaucoup pour votre disponibilité et l'occasion que vous nous offrez d'échanger un peu pour vous connaître. J'ai une première question que je pose à tout le monde. Vous êtes qui madame Dorra Mahfoudh ?

Dorra - Je suis née juste après la guerre, donc dans une situation, dans un contexte assez difficile. Et mes parents avaient presque désespéré d'avoir des enfants parce qu'ils m'ont eue cinq ans après le mariage, avec de nombreuses tentatives pour avoir des enfants et finalement ça s'est bien passé et donc ça m'a valu d'être dans un statut de privilégiée.

Je suis l'aînée de dix et on m'a toujours raconté cette histoire pendant mon enfance et même après, ma maman qui est morte il y a quelques mois à 101 ans me disait que le désir d'enfant était très fort. Et un jour, elle a rêvé d'une dame qui est venue la voir. Une belle dame en tunique blanche, avec de grands cheveux roux teints au henné qui lui a dit : Tu vas avoir une fille et tu vas l'appeler par mon nom. Elle a disparu et ma mère, le lendemain, a raconté son rêve à sa mère en lui disant voilà ce qui s'est passé. Et elle lui a dit c'est Saïda Menoubia, c'est la maîtresse de Tunis. Et donc moi on m'a donné le nom de Saïda, et donc toute mon enfance, on m'a dit tu es protégée par la grande maîtresse de Tunis, la sainte Saïda Menoubia. Donc j'avais toujours ce sentiment de force intérieure.

Habib - Pourvu que ça dure cette protection et le plus longtemps possible ! Je peux juste me permettre de vous demander la date, pas la date précise, mais l'année de votre naissance ?

Dorra - Je suis née en 43. Je ferai bientôt, dans une petite semaine, mes 80 ans.

Habib - D'avance, bon anniversaire.

Dorra - Merci. Voilà donc mes parents ont fait un mariage d'amour en quelque sorte, et ils ont fait des études. Ma mère a été retirée de l'école juste après le certificat d'étude parce qu'on lui a dit tu te maries, c'est fini maintenant tu restes à la maison. Mon père a fait le collège professionnel de Bab el Allouj, avec un petit diplôme d'ébéniste. Et bon, c'était la guerre, il a commencé un peu comme artisan. Il a travaillé dans une boutique à Sidi Bousaïd. Et puis quand il y a eu la société de chemin de fer, il a été recruté comme cheminot.

Voilà, donc je suis une fille de cheminot et j'ai passé toute mon enfance dans un village où il y avait des cheminots et où il y avait toutes les nationalités. Là aussi, à mon avis ça m'a marquée parce qu'il y avait des enfants d'Italiens, de Maltais, de toutes les nationalités, des différentes régions de la Tunisie aussi et donc c'était multiculturel, on jouait ensemble, on apprenait les jeux des uns et des autres. Les mamans étaient en relation, les papas aussi. Mon père avait acheté une voiture, c'est notre voisin corse qui conduisait, donc il y avait un climat multiculturel qui a été, je pense, une phase importante, maintenant je dis que c'est une phase importante de ma vie. Ça m'a permis une ouverture sur d'autres cultures, sur d'autres nationalités.

Et j'étais parmi les premières filles à passer l'examen de sixième. On a eu pendant longtemps un directeur français et les Français passaient l'examen de sixième et les Tunisiens partaient dans la nature. Et la première fois on a eu un certain Si Mohamed Chahdoura, ça fait des années mais j'ai vraiment gardé son nom - sa fille était avec nous - et c'était la première année où ils poussaient des enfants tunisiens à se présenter. Je crois que ça devait être l'année du retour de Bourguiba, parce que quand Bourguiba est rentré, j'étais gamine et je me rappelle qu'on est allé le voir, il passait avec la voiture vers Tunis.

Donc c'était la période de la politique, de la scolarisation. J'ai fait mes études de primaire et j'ai réussi au certificat, et là aussi deuxième événement qui a un peu décidé de ma vie.

J'étais l'aînée de dix et il y avait avec moi je pense six de mes frères et sœurs et ma mère était submergée de beaucoup de boulot. Alors elle disait à mon père ça va, elle a réussi maintenant, elle a le certificat d'études, C'est très bien. On va lui trouver un mari. Il faut qu'elle reste à la maison s'occuper des enfants avec moi. Mais mon père ne voulait pas. Mon père a travaillé à la SNCFT, il voyait les Françaises comme voisines, mais aussi dans le boulot. Et il voyait la position des femmes qui ont fait des études et je crois que ça, ça l'a marqué. Alors mon père n'était pas content mais comme il aimait beaucoup ma mère, il n'osait pas lui dire non. Et il y a eu à ce moment-là des émissions à la télévision, dont une émission qui parlait justement de la scolarisation des filles. Je ne sais pas si c'est une pièce de théâtre, quelque chose comme ça. Et ma mère qui était à la cuisine, mon père lui a dit laisse la vaisselle, viens écouter. C'était la radio, donc elle l'a écouté avec mon père et il paraît que c'est cette émission qui a décidé de ma vie, enfin de ma scolarité. Et ma mère a compris. Est ce qu'elle a compris l'émission ? Ou est ce qu'elle a compris le sentiment de mon père à

ce moment-là, qui tenait tellement à me faire faire des études et elle a dit d'accord, je vais m'occuper toute seule, ça va. Et depuis, ma mère ne m'a jamais sollicitée pour faire de force des travaux ménagers ou la lessive. Elle m'a toujours dit occupe-toi de tes devoirs, de tes études. Et quand je compare avec mes copines ou avec mes cousines, je pense que j'ai eu un statut de privilégiée, y compris par rapport à mes sœurs qui sont venues après, qui elles ont quand même fait des travaux ménagers. Voilà donc ça, ça m'a boostée pour réussir.

Habib - C'était dans une famille populaire en termes de revenus, de moyens ?

Dorra - Ah oui, populaire. Ma mère ne travaillait pas mal malgré ses talents de brodeuse et de couturière mais il y avait une flopée de gosses. Mon père était enfant unique, le dernier de la lignée. Il fallait se rattraper !

J'ai fait mes études au lycée de Radès, mixte, avec des garçons aussi. Et là aussi, c'était très important parce que j'avais des petits copains. On prenait le train ensemble, on discutait, on faisait des jeux aussi. J'ai eu une scolarité mixte et je pense que c'était important pour se comprendre, pour connaître les garçons, pour nous connaître mutuellement. On faisait du sport, de la musique, il y avait des joutes en mathématiques entre garçons et filles.

Habib - Et tout ça, la jeune fille, d'abord gamine et jeune fille après, jamais les parents ne se sont dit mais elle commence à grandir, il faudrait faire attention ?

Dorra - Non, non. J'avais la confiance de mes parents. Bon, après j'ai réussi donc j'ai fait mon bac. Je voulais faire médecine puis finalement, je me suis entichée de la philosophie, je me suis dit non, je vais faire philo.

Habib - Et le bac lui-même était un bac de quoi ?

Dorra - Un bac sciences. On faisait la première partie et la deuxième partie, le bac tunisien et le bac français à l'époque, on faisait les quatre et le brevet avant, en troisième année, ce n'étaient que des épreuves tout le temps.

J'ai fait après propédeutique et c'est là que j'ai connu mon futur conjoint, à l'université. Et la deuxième bataille que j'ai menée, c'était pour aller faire des études en France. Mes parents avaient peur. Ils étaient d'accord pour que je fasse des études supérieures mais aller à l'étranger, une fille toute seule ! C'était en 1961, il n'y avait encore même pas une dizaine de filles tunisiennes et celles qui étaient parties avaient des frères déjà là-bas. Mais là je n'avais personne, pas de parents, pas d'oncles. Donc le compromis que j'ai dû faire c'est de faire le contrat de mariage avant de partir, le contrat, mais pas le mariage. Le mariage s'est fait après, mais le contrat comme ça mes parents étaient d'accord, il y avait quelqu'un avec qui je pouvais circuler et éventuellement j'étais autorisée à vivre avec lui selon la chariaa. Donc c'était le compromis à faire.

Habib - Et le fiancé donc ça ne lui posait pas de problème de vous laisser « partir ».

Dorra - Non, on est partis ensemble, on était ensemble. On a fait les mêmes études. On était deux étudiants et on a fait tous les deux la maîtrise de philosophie en France.

Habib - Et matériellement, comment vous vous êtes arrangés ?

Dorra - On avait des bourses à l'époque. Moi, j'ai eu une bourse tunisien, lui il avait une bourse française, donc on avait des bourses.

Habib - Et c'était dans quelle université ?

Dorra - C'était l'université de Besançon. On a fait trois années à l'université de Besançon. A l'époque, la maîtrise se faisait en juin et septembre, on pouvait faire une maîtrise en deux ans.

Habib - Parce que pendant l'été, il était possible de finir un certificat.

Dorra - Voilà, exactement. On avait la session de juin, la session de septembre. Donc on l'a faite en deux ans. Puis, après une année, j'ai fait des certificats de psycho, enfin j'ai ajouté des tas de choses et après on est rentré parce que là il fallait rentrer pour servir le pays. Ah oui, on ne pouvait pas traîner là-bas !

Habib - Et c'était aussi intégré dans votre tête. C'était un devoir ?

Dorra - Oui, c'était un devoir.

Habib - De votre génération.

Dorra - Implicitement ou même explicitement, le fait de nous avoir accordé des bourses, c'était pour en contrepartie rentrer dès qu'on termine. Et donc j'ai commencé ma carrière d'enseignante en 1966, en octobre.

Habib - Et en 66 vous commencez comme enseignante dans un lycée ?

Dorra - Dans une école normale de professeurs adjoints.

Habib - D'accord. Ceux qui étaient les instits à l'époque.

Dorra - C'étaient les enseignants du premier cycle. C'était à Montfleury. Il y avait deux écoles, deux établissements. C'étaient des gens qui étaient orientés après le bac pour faire un cycle court de deux ans et qui après enseignaient dans le premier cycle du lycée jusqu'en troisième année. Puis après vous aviez l'école normale supérieure où les gens faisaient tout le cycle long, à l'époque, c'était quatre ans. Ce n'est plus les deux ans qu'on faisait en France, c'est quatre ans pour la maîtrise et après ils enseignaient au lycée, les classes terminales et toutes les classes. Donc il y avait à l'époque ce qu'on appelait les professeurs adjoints.

J'ai commencé ma carrière comme ça pendant à peu près sept ans, jusqu'en 73. Entre temps, je faisais une deuxième maîtrise de sociologie. C'est là que j'ai connu Khalil Zamiti, Ridha Boukraa, Bouhdiba.

Habib - Khalil était votre professeur.

Dorra - Khalil a été mon professeur. Bouhdiba et Ridha Boukraa aussi.

Habib - Et vous vous rappelez d'autres professeurs en France ou en Tunisie ?

Dorra - Ah oui, oui, je me rappelle. Je me rappelle qu'en France, on avait un prof de philo - j'aimais beaucoup Aristote, donc je travaillais beaucoup sur Aristote - Aubinc. Et puis on avait aussi Vergès qui avait fait les ouvrages de méthodologie en sociologie. Il avait fait les ouvrages de base, les manuels de sociologie. Il y avait au moins deux profs et je me rappelle que l'un d'eux nous avait interrogés à l'oral. On était les deux, Mostefa et moi. Il a dit Je vais vous interroger ensemble, je ne voudrais pas séparer ce que Dieu a uni !

Habib - Parce que ça se voyait, vous le montriez, vous viviez en couple là-bas.

Dorra - Exactement. On a eu des difficultés au début pour trouver un logement. Il a fallu qu'une des personnes du Crous intervienne. Au début, c'était les années 60, c'était un peu encore l'Algérie, c'était un peu encore les périodes, donc mon mari faisait un peu peur. Finalement on a fini par trouver un monsieur gentil et on est allé revoir le même lieu 50 ans après, on a fait une visite à Besançon pour aller voir le lieu où on avait vécu.

Donc c'était une période riche aussi, la période que j'ai passée en France, parce que ça nous a permis d'avoir des amis, de connaître d'autres pays et je regrette que les Tunisiens aujourd'hui soient privés justement de cette opportunité de pouvoir faire une période dans une autre culture et de connaître d'autres personnes.

Habib - Qu'est-ce que ça vous a apporté cette expérience ? ce long séjour en France, ça vous a changée, ça a changé la femme que vous étiez ?

Dorra - Oui, oui. Même si on vivait beaucoup en couple et que je n'ai pas connu la vie de célibataire que mes copines à Paris ou à Strasbourg, avaient menée, mais quand même c'était une autre culture, une autre façon de voir les choses. Ça m'a permis de développer un peu mon identité, de m'émanciper par rapport à certaines traditions, de relativiser certains tabous.

Habib - Parce que je sais que vous êtes féministe, si je peux, ça vous convient ?

Dorra - Oui, oui. Je l'étais en sourdine à l'époque.

Habib - Oui, mais alors justement, comment vous êtes devenue femme, pour reprendre l'expression bien célèbre ?

Dorra - Je crois que c'est venu après, je crois. Enfin, j'étais femme d'abord parce que je contestais l'autorité paternelle sur beaucoup de points. Je l'ai contestée d'abord dans la famille, dans les fréquentations, dans le choix du conjoint. Tu épouses un étudiant, nous il faut un époux qui ramène la dot, les bijoux. Tout ça c'était rompre avec la tradition du mariage tunisien de l'époque en tout cas.

À un moment donné quand je faisais ma propédeutique, je suivais des cours du soir parce que j'ai préparé aussi un certificat de pédagogie avec les inspecteurs. On était donc avec mon ex, avec Mostafa, on allait aux cours et on rentrait tard. Et mon père se méfiait. Donc un soir, il est venu m'attendre à la gare et il voyait que j'arrivais avec un homme et à l'époque, c'était assez compliqué à accepter. Et quand je suis rentrée à la maison, il était très en colère. Et à l'époque, les cheminots avaient des grosses ceintures en cuir et moi je le voyais qui commençait à enlever sa ceinture et je me suis dit ça y est, je vais recevoir. Il ne m'a jamais frappée mais là, il y avait quelque chose dans ses yeux. Il avait les yeux verts et les yeux sont devenus gris tellement il était en colère et il a commencé à réagir de manière forte. Je l'ai regardé bien dans les yeux et je lui ai dit Ecoute je viens d'avoir 20 ans, je suis majeure et je sais ce que je fais. Il a remis la petite ceinture et il est parti. Deux ou trois ans après quand je suis rentrée, il m'a dit Tu sais, ce jour-là, où tu m'as dit je sais maintenant ce que je fais, je n'ai pas aimé mais après j'ai réfléchi. Je me suis dit si elle me le dit à moi, c'est qu'elle est capable de le dire à un autre homme et donc finalement ça m'a rassuré.

Habib - C'est formidable !

Dorra - Il faut tenir tête. Il faut avoir confiance en soi, tenir tête.

Habib - Il n'y avait pas beaucoup de jeunes femmes à l'époque qui pouvaient parler à leur père comme ça. A la maman peut-être mais pas au père.

Dorra - Ma mère est plus avancée que moi sur certaines choses. C'est l'expérience, c'est la vie, c'est les fréquentations, ces leçons de la vie finalement, qui peuvent donner une certaine sagesse qui fait qu'elle accepte ce que d'autres, plus jeunes, n'acceptent pas.

Donc, il y a donc une série d'étapes comme ça, une série de moments forts où on se construit, et il faut savoir à ce moment-là quoi décider. Si on rate ce moment-là, parfois, on le paye cher. Voilà, ça, c'est ce que je pense.

Pour la carrière, c'est pareil, en 73 j'ai quitté l'ENPA et donc j'ai terminé ma maîtrise de sociologie en 74 et je suis entrée à l'Institut National des Sciences de l'Education.

Donc j'ai commencé un parcours de chercheur. Et c'est là que, entre 73 et 79, j'ai fait ma thèse de doctorat que j'ai soutenue en France, à Paris 5, sur la sociologie de l'éducation, la sociologie du travail, sur les inégalités en matière de scolarisation et les inégalités régionales.

Habib - Elle n'a jamais été publiée à ma connaissance.

Dorra - Non, non. À Paris 5 elle est déposée dans les archives, mais je ne l'ai pas publiée. J'aurais dû parce qu'après moi, il y a eu un géographe, Mongi Bousnina qui a fait le même thème. Mais lui, je crois qu'il l'a publiée. C'était la grande tendance à l'époque, avec Bourdieu, Passeron et tout ça, de traiter des inégalités. J'ai travaillé avec une grande dame française, Isambert-Jamati, qui était spécialiste de la sociologie du travail, et son mari était en sociologie religieuse.

J'ai fait le terrain en Tunisie et j'ai choisi deux gouvernorats, le gouvernorat de Sousse et le gouvernorat de Béja. J'ai fait un travail, d'abord comme on le fait en thèse, théorique, sur la question des inégalités, comment les traiter, et cetera. Puis après j'ai fait les régions, la hiérarchie des régions en termes de scolarisation et de développement parce que j'ai comparé le niveau de développement et le taux de scolarisation en montrant qu'il y a une espèce de parallélisme qui se fait. Et après j'ai choisis à titre d'illustration deux gouvernorats où j'avais le sac à dos et puis j'ai commencé à tourner, à faire des enquêtes auprès des directeurs, des élèves, des personnalités régionales, donc plusieurs types d'entretiens.

Habib - Ça a duré combien de temps le terrain ?

Dorra - Ça a duré presque une année. À Sousse c'était facile parce que les gens se connaissent bien et donc l'un m'envoyait à l'autre mais à Béja c'était très difficile. C'était très difficile parce que j'ai constaté que c'est un gouvernorat où les gens qui réussissent partent donc de nouveaux arrivent. Les gens ne se connaissent pas. Les moyens de transport étaient très difficiles. Je rentrais le soir avec des chauffeurs de louage qui étaient souls. Mais c'était passionnant, le terrain était passionnant. J'aime beaucoup le terrain. Moi, j'en ai fait beaucoup dans ma vie.

Habib - Et vous avez continué j'imagine.

Dorra - Oui. Je crois que je suis la sociologue femme qui a fait le plus de terrain en Tunisie.

Habib - J'ai une petite question de détail pour revenir un peu à la période d'avant. Qu'est ce qui a été le déclencheur de cet éveil si je peux dire, féministe ?

Dorra - Quand j'ai fait le travail sur les inégalités de scolarisation. C'est là où j'ai vu que les filles investissent, que les parents, certains parents en tout cas, investissent, mais qu'il y avait des inégalités. Il y avait beaucoup d'obstacles pour les filles pour réussir dans leurs études et les données statistiques et l'observation de terrain que j'avais fait le montraient.

C'est les inégalités en termes de : la fille n'a pas les mêmes chances de réussir et de s'affirmer que le garçon. Elle n'a pas les mêmes chances. Je l'ai constaté et ça m'a

touchée parce que moi, j'ai eu à peu près les mêmes chances. Je n'ai jamais senti la discrimination en termes d'études dans ma famille.

Habib - Et donc c'est en faisant du terrain que vous l'avez vraiment constaté.

Dorra - C'est en constatant le terrain. Ça c'est pour les études, mais aussi dans la famille. J'ai constaté aussi le statut des femmes qui n'était pas à envier parce que du point de vue de l'autonomie économique, je voyais qu'il y avait des tantes ou des cousines qui n'avaient aucune autonomie économique.

Donc ça ce sont des images qui me sont restées. J'ai dit jamais je ne tendrais la main à un homme pour pouvoir me payer des choses que j'ai envie d'avoir. Donc ça aussi, c'était parmi les choses qui m'ont poussée, par exemple, à refuser des demandes de mariage à 18 ans. J'ai eu des demandes de mariage à 18 ans, comme toutes les gamines, que ce soit au bain maure, que ce soit dans le quartier ou par des cousins. Non, je ne me marierai pas avant d'avoir terminé mes études !

Habib - Parce qu'il y avait l'idée de finir.

Dorra - Voilà. Donc là, j'ai refusé deux ou trois demandes de mariage à l'époque, les parents ne m'ont pas forcée mais on m'a dit J'espère que tu ne le regretteras pas, tu termineras vieille fille ! Parce que c'est arrivé à certaines et les parents ne sont pas contents. Voilà.

Donc il y a l'observation dans la famille du statut des femmes de ma famille. Il y a aussi un peu l'observation de terrain liée à ma discipline qui est la sociologie.

Et il y a eu aussi des évènements internationaux. Il y a eu la grande année internationale de 75, l'année internationale des femmes des Nations unies et en 76 il y a eu une grande réunion d'experts. 75 a eu lieu à Mexico, 76 a eu lieu à Wellesley. Des personnes m'ont repérée, une Grecque et une autre, et elles savaient que je travaillais sur les inégalités, entre autres les inégalités de sexe aussi et elles m'ont demandé de venir à cette réunion d'experts. Et là, j'ai contacté les féministes. J'ai connu Fatima Mernissi la grande féministe marocaine, Nawal El Saadawi l'Égyptienne, Marie-Angélique Savané la Sénégalaise et d'autres. Donc il y avait des féministes qui étaient ensemble, dont les pays du sud, donc l'Egypte, le Maroc, et cetera, l'Afrique. Et il y a eu donc une prise de conscience, une espèce d'interaction collective pendant cette semaine où on est restées ensemble. Et ça aussi, ça m'a marquée. Cette date aussi a été une date majeure pour moi d'entrée dans la cause des femmes.

Habib - Vos lectures. Vous avez commencé à lire des livres. Votre premier accès au livre, c'était quand ?

Dorra - J'ai toujours été lectrice.

Habib - Il y avait des livres à la maison, il y avait une bibliothèque ?

Dorra - Il y avait des livres que lisait mon père, d'adultes. Mais nous, on avait la bibliothèque du quartier, on allait chercher les livres du lycée. Il y avait des clubs, le club La Vaillante, et ce club était tenu par des étudiants et par des profs. Il y avait des livres et donc j'allais me servir. Les vacances d'été je ramenai quatre, cinq livres dans un *gofa* (un panier) et je lisais beaucoup, Balzac, je lisais beaucoup les grands auteurs français. J'en ai lu une bonne partie et j'ai commencé aussi à lire, entre autres, Simone de Beauvoir. C'est un livre qui m'a marquée aussi.

Habib - Vous l'avez lu à quel âge ?

Dorra - J'avais 21, 22 ans. Presque l'année où j'ai fait philo. Oui, c'était déterminant comme lecture. C'était vraiment choc. Je le relis de temps en temps, même maintenant. Là, de temps en temps, je reviens pour le relire. C'était un moment important.

Donc il y avait cette rencontre avec les féministes que j'ai revues après, parce que je suis rentrée dans une grande association africaine créée par cette dame, Marie-Angélique Savané, qui réfléchit sur la condition des femmes africaines, sur les rapports de décolonisation, et cetera. Et Nawal Saadawi est venue plusieurs fois. On l'a invitée à Tunis, à la Maison de la culture Ibn Khaldoun, par des femmes qui étaient soit des féministes officielles, institutionnelles, soit des féministes opposantes, indépendantes.

Habib - L'Association africaine s'appelait comment ?

Dorra - L'AFARD, l'Association des femmes africaines pour la recherche sur le développement. On était très soutenues par Samir Amine. Au début, le CODESTRIA était tenu par Samir Amine qui est un grand sociologue que vous connaissez, et c'est lui qui a soutenu justement ce groupe de femmes qui était intéressé à faire des recherches. Il y avait beaucoup de sociologues, quelques économistes, des historiennes.

Habib - Pour vous, c'était aussi une rencontre intellectuelle avec Samir Amin ?

Dorra - Samir Amine, non je ne l'ai pas connu. Je l'ai vu à Tunis en 71 il me semble. Il y avait un grand séminaire de l'Association internationale de sociologie, l'AISLF, l'Association internationale des sociologues de langue française, avec Bolle de Bal et d'autres grands noms de la sociologie. Je l'ai connu à ce moment-là, mais je n'ai pas eu de rapports avec lui comme ça directement. Je connais ses livres, j'ai enseigné une partie de ses théories. En tout cas, il a compris qu'il y avait quelque chose à encourager à ce moment-là.

Habib - D'autres auteurs arabes, maghrébins, arabes, féministes ou non d'ailleurs, vous en connaissez certainement, vous en avez lus ?

Dorra - Non, l'arabe, je ne lis pas l'arabe.

Dorra - Je suis arrivée à une période charnière où on avait encore surveillante générale française et directrice française au lycée où j'étais, le lycée de Radès, et il y avait beaucoup de Françaises dans la classe. Donc on avait Français. J'ai fait de l'Arabe au primaire et le secondaire, je l'ai fait en français. L'Arabe est devenu deuxième langue vivante. Donc il y a le français, ensuite on a l'arabe, l'anglais et l'italien. Bon, moi j'ai choisi l'italien, j'aurais dû choisir l'anglais, on était quatre à faire italien avec une prof d'italien. On avait beaucoup de voisins italiens à Hammam-Lif et quand on est jeune, on ne réfléchit pas. Je ne regrette pas, j'ai voyagé en Italie et j'aime beaucoup l'Italie, les Italiens, j'ai beaucoup de copains parmi les Italiens et de copines. Non, j'aime bien la culture. Ça nous ressemble, dans les bons et dans les mauvais côtés ils nous ressemblent.

Habib - Et à part les références féministes, plus politiquement ou j'allais dire presque idéologiquement, des Marx, des Gramsci puisque vous aimez l'Italie ?

Dorra - Puis il y a tous les sociologues qui ont enseigné en Tunisie.

Habib - Et qui vous ont influencée aussi.

Dorra - Duvignaud, Berque, bien sûr tous ceux qui sont passés, Lapassade, enfin tous ceux qui sont passés par l'université tunisienne aussi. On a quand même été un peu formés par eux parce qu'ils ont laissé leur théorie, Sebag par exemple, je dois beaucoup à Sebag pour les enquêtes. J'ai été formée dans les enquêtes, j'en ai fait beaucoup en Tunisie grâce à Sebag.

Habib - Ca c'est pendant la thèse.

Dorra - Non, pendant ma maîtrise en socio, parce que j'ai fait pendant quatre ans la maîtrise de sociologie et on avait Sebag comme sociologue pour ce qui est du terrain. Et on avait aussi l'anthropologie avec le père Louis qui était anthropologue, qui avait beaucoup travaillé sur Douiret et les ksars, il allait dans le Sud donc il nous parlait aussi de son terrain.

Sebag, c'est un peu les enquêtes. L'enquête de Saïda Menoubia, l'enquête sur la délinquance qu'il avait faite avec Bouhdiba dans les années 60, donc les premières enquêtes qu'il avait faites et comment il a construit les indicateurs, les indices de niveau de vie, enfin tout ça, c'était quand même une formation importante.

Habib - Vous l'avez eu comme professeur ?

Dorra - Je l'ai eu comme prof, Sebag.

Habib - Et il était quel genre de prof ?

Dorra - Il était très bien, très clair. Il encadrait bien car il répondait aux questions, il était toujours là, même après le cours. Il était là pour répondre aux questions. C'était un très bon encadreur. Il maîtrisait la socio, il connaissait bien le terrain, comment on peut interroger, quelle posture il faut avoir. C'était un très bon prof, j'ai gardé un très bon souvenir de lui. Bon tous, Ridha Boukraa c'était la psychosociologie, c'était bien aussi. A l'époque en tout cas, ça m'a aussi beaucoup intéressée. La preuve, c'est que j'ai enseigné pendant plus de dix ans la psychosociologie quand j'étais à la fac, parce qu'après l'Institut de sciences de l'éducation, j'étais à la fac.

Habib - En quelle année vous intégrez l'université ?

Dorra - En 84. Je suis restée à peu près une dizaine d'années à l'Institut national des sciences de l'éducation. Puis le ministère a décidé qu'on n'avait plus besoin d'Institut national des sciences de l'éducation. Ils ont fermé et donc on a dû chercher où aller.

J'ai fait une période au CERES, un passage d'à peu près cinq ou sept années et après j'étais à l'université du 9 Avril. On a été en quelque sorte mutés au CERES pendant quelques années, j'étais dans la même unité que Zghal et Salah Hamzaoui et après j'ai demandé à être transférée à la faculté du 9 Avril.

Habib - En tant que professeure d'université.

Dorra - En tant que prof voilà, pour enseigner. Voilà pour enseigner la socio.

Habib - Et là vous êtes restée jusqu'à la retraite. Vous avez j'imagine dirigé des thèses.

Dorra - Voilà. Énormément. Oui, oui, beaucoup.

Habib - Vous avez essayé d'orienter les thèses sur des sujets précis ?

Dorra - Sur l'éducation, sur la sociologie de la famille, la sociologie des rapports sociaux de sexe. Parfois sociologie politique, pas tout à fait parce que quand ça concernait les femmes, elles venaient chez moi. Donc les femmes ou le genre, c'était mon créneau et l'éducation, l'éducation la famille et le genre. Mais de plus en plus, avec la carrière, je me suis orientée vers tout ce qui est sociologie du genre et des rapports sociaux de sexe.

Habib - Et vous êtes devenue, aussi, activiste.

Dorra - Oui, oui. J'ai commencé quand je suis entrée dans l'enseignement donc en 66. En 73 j'étais dans la section syndicale de L'ENPA.

Habib - L'ENPA ?

Dorra - L'École nationale des professeurs adjoints, là où j'ai été recrutée. Et quelques années après, j'ai terminé ma thèse en 79 et en 80 j'ai été élue la première femme au Syndicat national de l'enseignement supérieur. Je me suis présentée, il fallait être dans une section et après se présenter au congrès, et donc j'ai été élue en 80. Je suis restée un mandat, de 80 à 84.

Dorra - Après, il y a eu ce qu'on appelle les *chourafa*, c'est à dire les syndicats n'étaient plus élus, ils étaient nommés par l'État. Et en même temps, de 1980 à 85 à peu près, j'ai été présidente d'une commission syndicale femmes qu'on avait créée à l'UGTT. On a aussi arrêté le travail vers 85 parce que le syndicat était complètement domestiqué par le parti au pouvoir à l'époque.

Habib - Des organisations féministes ?

Dorra - Des organisations féministes. À ce moment-là, on était dans la clandestinité et c'est en 89 avec Ben Ali qu'on a eu le visa de deux associations justement, parce qu'on a travaillé entre 78 à 88, à peu près une dizaine d'années, dans des clubs, club Tahr Haddad, fac de médecine, la Ligue des droits de l'homme, l'UGTT. On avait investi tous ces espaces.

Habib - C'est ce que vous appelez clandestin.

Dorra - C'est ce qu'on appelle clandestin. Voilà, réunion chez moi ici, réunion chez une autre copine, on était comme ça. Et en 87, il y a eu donc le fameux Ben Ali qui est arrivé au pouvoir et on a eu, comme conseiller à l'époque, un collègue. C'est Moncer Rouisssi, un très bon socio démographe qui voulait faire un geste, qui nous connaissait toutes un peu et qui a donc œuvré pour que ces associations aient le visa. L'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) et l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement (AFTURD), qui est issue de l'AFARD, l'association des femmes africaines. Donc on l'a eu en 89 et les deux associations ont commencé.

Habib - Et vous, vous étiez membre des deux.

Dorra - Je suis fondatrice et j'étais présidente de d'une des deux, l'AFTURD. La deuxième présidente, la première était l'ex-femme de Khalil, Malika Horchani, la première et moi j'étais à la deuxième en 93.

Habib - Et à l'ATFD, vous n'avez pas pris de responsabilités ?

Dorra - Si, j'étais dans le premier bureau, j'étais dans le bureau fondateur. On a fait les textes fondateurs, les statuts, le règlement intérieur. On a fait quelques activités, notamment la création en 91 d'un centre d'écoute pour les femmes victimes de violence. Voilà, il y a eu des actions de plaidoyer pour changer un certain nombre de choses, dont le devoir d'obéissance dans le code du statut personnel, donc plusieurs interventions au niveau juridique et aussi au niveau social.

Habib - C'était quoi les débats ou les sujets qui animaient vos discussions en interne ?

Dorra - La première question qui s'est posée et avec laquelle on a commencé, c'est la question du travail, le droit au travail. Parce qu'il y avait énormément de chômage, il y avait le grand tournant de 72 avec le libéralisme, les industries d'exportation et donc on était beaucoup dans le chômage des femmes, la mise au chômage technique, et cetera. Donc la question du travail, la question de tous les moyens qui facilitent le travail des femmes qui sont des missions l'état, les crèches, les jardins d'enfants. Les licenciements aussi, donc c'est tout ce qui est autour du travail, de l'autonomie, l'autonomie économique des femmes.

Et puis il y a aussi tout ce qui est droit de la famille. Là aussi, les deux niveaux, le droit du travail, le droit de la famille, la garde de l'enfant, le droit des mères de faire un passeport, donc tout ce qui est les droits de la famille, les juristes vont vous parler mieux que moi de ça. Mais c'était les deux domaines dans lesquels les revendications étaient les plus importantes. Le domaine des droits sexuels commençait un peu avec l'histoire du planning familial, le droit à la contraception.

Habib - Ça c'est venu un peu plus tard.

Dorra - Oui, c'est un peu plus tard. Le droit de décider, parce qu'il y avait aussi des choses qui étaient un peu forcées, par exemple il y avait des ligatures forcées. Il y avait des choses, donc il fallait revendiquer ce droit mais en même temps faire attention à ce qui se faisait au nom de ce droit.

Habib - Que ce soit une demande de la femme.

Dorra - Voilà, pas une politique publique de limitation des naissances où on ligature les gens sans leur parler, sans les avertir et sans leur consentement, le fameux consentement en tout cas.

Habib - Parce que ça s'est beaucoup pratiqué à l'époque !

Dorra - C'était assez pratiqué. Quand je faisais ma thèse, on me l'a cité souvent. Des femmes qui allaient accoucher et au bout du quatrième, ligature sans lui en parler. C'était au cours des années 70, mais après c'était fini.

Maintenant, on se plaint d'avoir un taux de natalité faible, pas assez pour reconstituer la population tunisienne. Bon, si l'Etat ne fait rien, les couples ne font plus d'enfants parce que c'est devenu compliqué, cher et compliqué du point de vue des moyens, du point de vue de la liberté des femmes qui veulent travailler, qui ne peuvent plus assurer trois enfants, deux ou trois enfants, donc ils en font un et puis c'est tout. Puis c'est devenu cher. La crèche, le jardin d'enfants, privés, l'Etat se retire, il ne prend plus en charge ni les personnes âgées, Alzheimer et autres, ni les handicapés, ni les enfants en bas âge. Donc, ce sont les femmes qui prennent le rôle de l'Etat, qui assurent le

rôle de la faiblesse de l'Etat, et donc elles ne peuvent pas tout faire à la fois comme l'a fait ma maman, elle en a eu douze, dix vivants, dix enfants donc elle ne faisait que ça. On avait aussi des amies italiennes. Je me rappelle une voisine dans le quartier, c'était très sympa d'ailleurs. Le matin, elle tire la table, elle la met près de la porte et elle amène une grosse marmite de pâtes et elle la met sur la table. Le soir, elle rentre, elle tire la table, elle rentre la marmite, elle ferme la porte. Le lendemain, elle fait la même chose.

Habib - Formidable.

Dorra - C'était des mamans qui étaient nourricières pour tout le monde. Et ça créait une convivialité. C'est fini maintenant, on ne peut plus le faire ça, c'est un modèle dépassé.

Habib - Des questions qui sont maintenant presque banales comme la liberté sexuelle, ne pas avoir d'enfant, avoir un enfant seule, l'homosexualité tout ça, ce n'était pas à l'ordre du jour à l'époque, si ?

Dorra - Oui, ça, c'est un autre problème. Dans ma génération, c'était un peu compliqué et à la fois on était dans une espèce d'émancipation. C'est à dire qu'on avait les minijupes, j'étais parmi les premières femmes à me baigner en maillot devant les garçons du quartier alors que ma mère était voilée, ma cousine, qui a deux, trois ou quatre ans de plus que moi était voilée. Il y avait grâce à Bourguiba, grâce aux films égyptiens, quand on voit maintenant les films égyptiens de cette période-là, les femmes avaient des grands décolletés, des maillots et tout ça.

Il fallait être un peu « moderne » mais en même temps, il fallait être sérieuse. Au niveau de la virginité rien à faire, c'était la norme. Et donc, quand on sortait avec les garçons et c'était un peu compliqué. Ou il fallait carrément avoir des relations tout à fait normales donc il fallait assumer où alors, à l'époque ça n'existait pas encore, ça existe aujourd'hui, c'est de faire une « revirginisation ». Mais j'ai l'impression, c'est mon sentiment, qu'à l'époque les femmes de ma génération assumaient mieux que celles d'aujourd'hui la transgression de ce tabou, alors qu'aujourd'hui ce n'est pas accepté.

Habib - Ca se traduisait presque automatiquement par une difficulté de se trouver un

Dorra - C'est ça, c'est ça. C'est-à-dire qu'on était dans un circuit, il y avait des hommes qui acceptaient parce qu'ils épousaient des Françaises, des Belges, ils ne pouvaient pas leur demander d'être vierges quand même, alors pourquoi demander à une Tunisienne d'être vierge ? Celles qui se sont mariées généralement à l'étranger, qui ont voyagé, pour elles c'est relativisé cette affaire-là. Mais celles qui restent dans la famille, en milieu rural, et cetera, elles sont dans la culture du pays et là il faut qu'elles se soumettent. Ou alors il faut qu'elles trouvent des ruses. Bon, les ruses, ça existe aussi.

Aujourd'hui par contre, dans les enquêtes auprès des jeunes qu'on fait, dont une récemment avec des jeunes de 18, 24 ans et même de 25, 29 ans, dans huit cas sur dix ils sont pour respecter la virginité. Ce sont les hommes qui affirment ça, c'est les hommes.

Habib - Et les femmes qu'est-ce qu'elles pensent de ça ?

Dorra - Elles sont moins nombreuses à le dire, mais elles ne peuvent pas non plus dire complètement contre. Mais c'est quand même quand même incroyable cette affaire, que ça reste aussi marqué. C'est parce que les hommes ne conçoivent pas qu'ils n'aient pas de pouvoir sur les femmes et sur le corps des femmes. On en est encore là, on n'a pas dépassé, c'est tout. Ça va peut-être changer dans 20 ou 30 ans, mais... On a changé entre temps parce qu'au niveau de l'habillement et de tout ça, il y a quand même des progrès.

Habib - Plutôt dans le sens inverse, puisqu'à l'époque vous étiez en mini-jupe, maintenant c'est quasiment impossible.

Dorra - Oui.

Habib - Ceci dit en Occident aussi les minijupes sont très rares, mais la manière de s'habiller, ce n'est pas montrer vous ne le faites pas pour montrer votre corps, mais de rendre le corps visible, ça c'est quelque chose qui se fait encore un peu partout et en Tunisie, de moins en moins j'ai l'impression.

Dorra - Ça dépend comment on voit les choses. En tout cas, moi j'ai jamais été agressée. Je me souviens n'avoir jamais été agressée, ni parce que je portais quelque chose de particulier, ni parce qu'au mois de ramadan, j'allais prendre un café. Je n'étais pas agressée, alors que maintenant je ne le ferais plus.

Il faut analyser. Est-ce que c'est parce que les femmes s'affirment plus dans l'espace public que les hommes se sentent menacés d'une certaine manière par cette présence des femmes, ont du mal à accepter l'égalité, ont du mal à accepter un nouveaux visage de femme moins soumise et donc ils réagissent par la violence et anticipant sur cette violence les femmes vont faire de l'autocensure. Et il y a peut-être de ça parce qu'il y a beaucoup de violence dans l'espace public. C'est comme si pour certains hommes c'est un droit, Pourquoi pas, tant qu'elle est dans l'espace public, tant qu'elle est là et surtout la nuit. Alors là, elle mérite d'être agressée. Elle est dans mon territoire, en quelque sorte.

Et à l'époque, je me rappelle qu'il y avait des endroits où on ne pouvait pas passer. Par exemple un des cafés de Bab Jedid où il y avait des hommes. La même chose dans la médina, il fallait connaître ces endroits où les hommes affirment leur pouvoir, leur virilité de droit.

Habib - Donc il y avait une cartographie des espaces réservés, plus compliqués pour les femmes ?

Dorra - Des espaces et du temps, il faut rentrer à telle heure, ne pas dépasser telle heure. Même en milieu rural, ça existe aussi on l'a vu. Je sais que dans le milieu rural, il y a aussi des routes et des espaces que les femmes ne traversent pas.

Habib - Vous êtes toujours à l'ATFD ?

Dorra - Je suis à l'ATFD, oui.

Habib - Quand vous entendez quelqu'un vous dire c'est une organisation de femmes bourgeoises, ça provoque quoi chez vous ?

Dorra - D'abord, je dis que les bourgeoises et les populaires, elles vivent une même condition, c'est une condition partagée. Deuxièmement, les bourgeoises ou les intellectuelles, dans toutes les sociétés elles ont les moyens de réfléchir et de contester parce qu'elles ne sont pas dans le quotidien et que toutes les études montrent que la contestation commence aussi avec des intellectuelles et parfois des bourgeoises. Moi ça ne me gêne pas et puis quand on me dit ça, je dis que ce n'est pas vrai, parce que les problèmes que nous soulevons, ce sont des problèmes que nous vivons en tant que femmes ou que vivent les autres femmes. Quand on parle de pauvreté et de sous scolarisation, d'exploitation sexuelle des femmes, et cetera, on raisonne pas en bourgeoises.

Habib - Y compris par des femmes, je l'entends par certaines femmes jeunes qui disent moi, je ne serais pas dans l'ATFD parce que c'est une organisation bourgeoise.

Dorra - Non, parce qu'elles sont dérangées par le discours de l'ATFD. C'est un discours qui est contre Saïd, contre une forme de politique, qui bouscule certaines normes de relations entre les hommes et les femmes, qui accepte les personnes LGBT, maintenant ça dérange beaucoup de gens, ça dérange énormément. Il y a beaucoup de choses que font les associations féministes qui dérangent. Mais les grands acquis ont été fait par qui ? Par ces associations-là. La loi 58, ça fait 30 ans qu'on lutte pour la violence à l'égard des femmes. Depuis 90, le premier centre est de 91, que ce soit à l'ATFD ou à l'AFTURD. On a fait une étude sur « divorce, violence et droits des femmes » et on a montré par les études, par le plaidoyer, par les observations, par les déclarations publiques que les femmes sont victimes de violence. Et les premières réactions disaient nous on a le code du statut personnel, ça n'existe pas la violence en Tunisie. Il a fallu qu'il y ait la révolution pour que l'enquête nationale sorte en 2011, qui montre effectivement qu'il y a de la violence dans la société tunisienne et que les pouvoirs publics et les résistances baissent, parce que là c'est une enquête nationale officielle de l'Office du planning. Et c'est là qu'on a commencé.

Et encore, il a fallu que nous les militantes féministes, on continue de travailler, même après la révolution et surtout entre 2015 et 2017, on s'est organisées en coalition, une coalition nationale, j'ai eu le plaisir de la coordonner pendant au moins deux ans, pour pousser à la création de la loi 58. Ce n'est pas l'État qui a fait la loi. Le ministère a constitué un groupe d'experts et on a fait partie du groupe d'experts présidé par Sana Ben Achour. Il y avait moi-même comme sociologue, il y avait comme médecin Selma Hajri, il y avait donc juriste, sociologue, médecin et psychologue et on a préparé le projet de loi qui est un gros projet. Mais après ils ont commencé à réduire, comme on dit on a coupé, bon on a gardé ce qui est sorti. Et après il a fallu faire le plaidoyer à l'ARP, l'Assemblée nationale, et être là derrière la ministre, à lui souffler chaque fois ce qu'elle va défendre.

Et ce n'est pas fini parce que la loi est passée, maintenant il faut l'appliquer. Bataille la semaine dernière au ministère parce que la ministre, je ne sais pas sous quelle influence, elle dit je veux amender la loi. On a été là voir et on l'a déstabilisée. Et moi je suis chercheuse surtout, donc j'y étais parce que j'ai des enquêtes derrière moi et j'ai une masse de connaissances. Mais il y a les militants purs et durs qui sont intervenus avec d'autres arguments pour qu'elle dise non on va améliorer l'application de la loi, il n'est pas question de l'amender.

Habib - Quand elle pensait à l'amender elle pensait à quoi ?

Dorra - Dans le contexte actuel où on a perdu la parité déjà, nous on a milité pour avoir la parité au Parlement, on l'a perdue, Kaïs Saïd l'a enlevée. Demain il risque d'enlever la parité dans les conseils municipaux. Donc on a reculé. On s'est dit dans un contexte comme ça, ils risquent de reculer. Et vous allez voir Sana (Ben Achour) elle va vous parler plus que moi de ça parce qu'elle est contre, elle est pour le boycott carrément, elle n'est pas venue à la réunion avec la ministre.

Habib - Mais la ministre qu'est-ce qu'elle avait en tête comme amendement ?

Dorra - Je ne sais pas. Elle dit qu'elle reçoit des rapports de l'UPR, l'organisme international, disant les Tunisiennes ne sont pas protégées par exemple, un des arguments, ne sont pas protégées contre viol conjugal. Donc il faut il faut amender certains articles et notamment les concepts. Or, les juristes ont dit que si on reprend un concept dans une loi et commence à travailler dessus, c'est un amendement et si tu commences à amender une loi, tu ouvres la porte à d'autres amendements.

La crainte, c'est qu'on recule comme on a reculé sur d'autres choses, ou qu'on ouvre la porte à des recommandations qui ne sont pas positives pour les femmes, qui ne sont pas progressistes.

Habib - La femme rurale, par rapport à ces questions-là, statut de la femme, liberté de la femme, elle est quelque part dans cet espace de lutte, elle est oubliée ?

Dorra - Le problème de la femme rurale, comme pour les autres d'ailleurs, c'est que le monde rural est dispersé. Donc tu n'arrives pas à ramasser, c'est ça le problème. L'autre problème, c'est les conditions de travail des femmes rurales. On l'a écrit, on a fait des choses, on en a parlé à la télé. Il y a eu une grosse enquête qui a été faite en 2013, que j'ai dirigée moi-même, sur les zones rurales les plus dispersées de la Tunisie, qui montre les distances que font les femmes, la distance moyenne que font les femmes pour aller à un dispensaire est de quatre kilomètres en moyenne, que font les filles pour aller à l'école.

Donc l'Etat doit intervenir. Bon, mais il intervient comment ? Ils ont fait une espèce de sécurité sociale mais le problème c'est que les femmes doivent travailler un certain nombre de journées par an pour bénéficier de ça et elles sont sur plusieurs employeurs. Parce que ce qui se passe, c'est que par exemple sur le plan du travail, celui qui a le camion, le recruteur, il va dans un village et il prend toutes les femmes, la cousine, la nièce, la fille, la belle-sœur, dans un camion. Et puis il les ramène à l'employeur. Donc lui, il a un rôle d'interface, de pouvoir. Il prend sur le salaire des femmes et il est payé par l'employeur, donc elles sont payées pratiquement la moitié du salaire d'un homme. Où va l'autre moitié ? L'Etat a fait une expérience. C'est une expérience d'un bus dans une région, une ou deux régions, climatisé et tout. Mais d'après ce qu'on m'a dit, les femmes ne l'ont pas pris, ne le prennent pas. Pourquoi ? Parce que ce monsieur qui recrute, il leur prête de l'argent, il trouve du travail pour le fils. Il a un rôle dans cette communauté donc elles ne peuvent pas le lâcher. Il aurait fallu que l'Etat trouve un arrangement avec ces recruteurs. Il n'y a pas eu de négociation de ce genre-là et donc la situation est restée telle quelle, avec des risques que les femmes courent chaque fois qu'elles se lèvent à 3 h du matin pour prendre la voiture et vous savez que dans la 4X4 bâchée, on met de l'eau comme ça les femmes

Donc pour les femmes rurales, officiellement ils ont fait des projets. Entre autres, la ministre a dit Moi, j'ai fait un projet pour les femmes, 1600 femmes, je leur ai trouvé des sources de revenus. Le fameux projet « samida » qui veut dire je résiste ou quelque chose comme ça en français. Mais c'est du saupoudrage, c'est du saupoudrage. S'ils n'obligent pas par exemple déjà à une égalité de salaire, je pense que c'est ça, il faut obliger les employeurs à payer la même chose. Si les femmes font les mêmes tâches, elles doivent être payées comme les hommes, il n'y a pas de raison pour qu'elles soient payées moins. Le droit du travail n'est pas appliqué.

Habib - Il y a une double inégalité, l'inégalité entre les hommes et les femmes par rapport au revenu, au traitement.

Dorra - L'héritage, l'héritage !

Habib - Les relations de travail et l'héritage. Et puis il y a l'inégalité entre les femmes rurales et les femmes dans le milieu urbain. C'est à dire l'inégalité de classes sociales aussi parce que dans le milieu urbain, il y a des femmes qui viennent des périphéries, qui font les ménages chez nous et qui sont aussi payées une misère par rapport à ce

qu'elles devraient avoir. Il y a aussi des quartiers périphériques qui sont dans des taux de pauvreté assez importants. Voilà.

Habib - Vous êtes toujours sociologue ? vous êtes à la retraite, mais vous êtes toujours sociologue ?

Dorra - Toujours. De plus en plus.

Habib - Vous continuez à travailler.

Dorra - Parce qu'après la retraite, au lieu de se reposer on est sollicités par le contexte, par les défis. Et puis c'est intéressant parce que la Tunisie devient un véritable laboratoire en fait, depuis la révolution. On voit les choses s'articuler et se construire, se déconstruire. C'est vrai, c'est passionnant. Donc on n'arrête pas d'observer, de réfléchir, d'écrire quand on peut aussi. On est sollicités par des tas d'étudiants, des stagiaires qui viennent, des conférences.

Habib - Avant 2011, vous arriviez à faire des enquêtes de terrain, des recherches de terrain ?

Dorra - J'en ai fait sous contrôle, sous contrôle parce qu'à l'époque, à la fac en tout cas, c'était assez difficile, même les géographes, Amor Belhedi et tout, avaient des difficultés. Moi, j'ai été convoquée au ministère de l'Intérieur plusieurs fois, avec le questionnaire. Une fois on a voulu faire une étude comparative sur les trois pays du Maghreb, il y avait des questions sur la religion, trois ou quatre questions, c'était avec une amie qui avait un petit bureau d'études, Lilia Ben Salem et moi on était avec elle. On a été convoquées par le chef de cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur à l'époque, Ferchiou, et il nous a dit comment, au ministère de l'Intérieur on nous a dit que vous êtes en train de faire une enquête sur l'islamisme et tout ça. Je lui ai dit pas du tout c'est une enquête sur les jeunes et entre autres, il y a deux ou trois questions sur la religion, comme dans toutes les enquêtes. Et donc là, ils ont arrêté l'enquête. Donc elle a eu lieu en Algérie, au Maroc, mais elle n'a pas eu lieu en Tunisie. On a perdu les fonds et elle n'a pas eu lieu, donc c'était difficile.

Ce qu'on a fait dans les associations comme enquêtes, on l'a fait sous le couvert de l'UGTT. L'UGTT dit c'est avec mes cadres et moi je suis libre de faire un travail auprès

Habib - Pour des universitaires qui voulaient faire du terrain, il fallait passer par une couverture de l'UGTT.

Dorra - Par exemple. Des universitaires ou des associations de recherche aussi, les deux.

Habib - Mais c'étaient des pressions indirectes ou c'est carrément des interdictions ?

Dorra - Il fallait avoir l'autorisation, ou alors passer par un bureau d'études. Moi, j'ai beaucoup travaillé avec les bureaux d'études, ils ont des agréments. Donc quand l'enquêteur sort il a une lettre avec lui disant le ministère de l'équipement ou le ministère de l'agriculture autorise Monsieur Untel. Voilà, sans cette feuille, tu étais arrêté par la police. Des enquêtes rapides pour des institutions, sur commande, là ils sont autorisés.

Habib - Et des financements de l'État vous en aviez, en tant qu'universitaire ? Pour la recherche bien sûr.

Dorra - Il n'y en avait pas beaucoup. Il y en avait dans les projets de coopération, souvent, ou des financements par exemple au CERES il y avait des financements à l'époque, au début il y avait la Fondation Ford, puis après il y a eu Konrad Adenauer. Puis il y a eu beaucoup de fondations qui ont financé des enquêtes, soit du CERES, soit de la faculté. Mais avec la faculté, c'est compliqué. J'ai tenu une unité de recherche sur le changement social et quand j'ai fait des accords de coopération avec des laboratoires, Rennes ou Paris, l'argent arrivait dans les caisses de la faculté, puis ça partait on ne sait pas comment. Et finalement, j'ai renoncé.

Habib - Et est-ce que les étudiants pouvaient sortir faire leur terrain pour eux, pour leur thèse.

Dorra - Discrètement, discrètement.

Habib - Mais pas de travaux approfondis, de terrain, de recherche qui peuvent durer

Dorra - Ils peuvent, ils peuvent. Il y a eu des thèses, mais ils doivent faire attention de ne pas se faire arrêter, c'est tout. Il y a des institutions qui sont fermées, comme par exemple les centres de défense sociale, comme la prison, les prisons c'est le lieu le plus fermé de tous.

Dernièrement j'ai fait un travail avec la Ligue des droits de l'homme sur l'extrémisme violent dans les prisons. A chaque fois, ils me demandaient une autorisation. Ils sont venus ici faire une enquête sur le quartier. Ils ont demandé Saïda Draoui, parce que mon nom officiel, c'est Saïda Draoui. Ils ont dit on ne connaît pas, il n'y a pas de Saïda Draoui dans le quartier. Ça m'a retardée trois mois, en attendant qu'ils mettent les deux noms ensemble ! Il y a des institutions, l'éducation nationale les enquêtes sont très difficiles aussi.

Habib - Ça explique l'absence d'études sur plusieurs sujets, plusieurs thèmes et surtout tout ce qui concerne la sociologie rurale notamment, qui est presque absente ?

Dorra - L'absence de moyens, de financements. Il faut des moyens, il faut des bus pour se déplacer. L'étude qu'on a faite sur les femmes rurales, il y a eu à peu près une quarantaine d'enquêteurs avec des superviseurs qui ont été dans les montagnes.

Donc ça coûte cher. Le milieu rural coûte très cher. J'ai fait un travail avec le PNUD dans le milieu rural de Bizerte à l'époque, pareil il y avait une voiture avec chauffeur

Habib - Qui portait sur quoi ?

Dorra - À l'époque, ils avaient fait ce qu'ils appelaient les pôles de développement. Ils voulaient regrouper la population rurale dans un endroit qu'ils appelaient pôle de développement. Dans la région de la région rurale de Bizerte, il y avait des gens qui avaient habité à Marnissa, c'était des fractions de tribus qui avaient habité sur la dune. Et ils voulaient, je l'ai découvert après, faire une zone touristique. Donc ils voulaient déloger cette population et la mettre dans un autre endroit qui s'appellerait pôle de développement. Ils m'ont demandé d'aller voir justement ces populations, de faire l'étude pour voir les relations parce que c'est des fractions de tribu, s'ils sont d'accord d'être ensemble, où est ce qu'on va mettre l'école, la mosquée là, et cetera. J'ai sorti d'ailleurs un petit travail, un petit livre sur ça et donc effectivement ça demandait des frais de déplacements assez importants aussi.

Habib - C'est quoi le titre de ce petit livre ?

Dorra - « Femmes rurales de Marnissa », je pense, ça devait être ça. Je crois que je l'ai ici. Je vais vous le montrer.

Habib - Et ça c'était quelle année ?

Dorra - Je pense 94-95.

Dorra - Mais la partie, l'enquête sur les femmes rurales, l'enquête nationale, malheureusement n'a pas été publiée.

Habib - De 2011 jusqu'à aujourd'hui, ça a produit quelque part un changement en termes de recherche ? Par rapport à la femme et aux droits des femmes ? Est-ce que ça a changé ou est-ce que c'est juste des images comme ça ? La sociologue, qu'est-ce qu'elle dit, quel est le produit profond de ces dernières années ?

Dorra - Le besoin que j'ai senti en 2011, c'est le besoin d'accompagner la mutation qu'on est en train de vivre. C'est d'observer, mais c'est aussi de documenter. C'est vrai qu'à un moment donné, j'avais l'impression de faire un travail de journalisme. Mais je me suis dit que bon, quitte à reprendre quelques années après ce que j'ai observé en 2011, je ne perds rien à accompagner. Et puis on était sollicités aussi. On était sollicités pour apporter des réponses, pour contribuer à interpréter.

Habib - Vous voulez dire par les médias ?

Dorra - Par les médias, les associations, la société civile surtout. La société civile qui était dans l'opposition et qui avait besoin d'outils, de connaître cette société pour pouvoir contribuer au changement, à la démocratisation. Donc, il fallait produire une

connaissance qui permette aux associations de faire leur plaidoyer, de mobiliser, d'avoir un cahier de revendications cohérent, appuyé sur un savoir objectif de la réalité. Il y avait un peu ça. Les politiques aussi, et même les organismes internationaux.

On m'a demandé de faire des bilans, faire un bilan « genre » de la Tunisie, où on en est aujourd'hui de la question des femmes et du genre. Au début, puis là dix ans après, ils font un deuxième bilan « genre » chaque fois. Donc moi, j'ai fait celui de 2011 qui est sur Internet d'ailleurs, le PNUD aussi m'a demandé à l'époque de faire aussi la même chose en ce qui concerne la participation politique des femmes. Les revues internationales, la Nouvelle Revue et Nouvelles Questions Féministes aussi. J'ai fait un article sur la mobilisation, le mouvement des femmes et là je suis remontée avant donc les années 20, les années 30, les années 70 où on a commencé le mouvement féministe tunisien indépendant par rapport à l'époque Bourguiba, et jusqu'en 2011. En 2014 a été publié le numéro spécial sur le féminisme au Maghreb.

Les possibilités aussi de s'exprimer étaient plus importantes. On pouvait écrire, on pouvait circuler pour faire des entretiens, des enquêtes. Il n'y avait plus de limites et de contraintes comme avant.

Habib - Ça, a amélioré les recherches, en termes de résultats, cette liberté-là ?

Dorra - Ça a donné des éclairages sur des choses qu'on ne connaissait pas. Par exemple, ça a permis d'éclairer des champs qui étaient restés obscurs.

On a fait un séminaire sur les jeunes avec l'Association internationale des sociologues de langue française parce que j'étais au bureau, je ne vous ai pas dit que j'étais élue au bureau en 94, première femme tunisienne dans le bureau et c'est à partir de là que les Tunisiens sont au bureau de l'Association internationale de sociologie. Le président actuel est un Tunisien, Imed Melliti, mon étudiant.

Il y a eu des ouvrages qui ont été publiés par les sociologues. Il y a eu Maher Hanin qui a fait quelque chose sur la périphérie, les marges, il y a le groupe de Imed Melliti, le groupe de Lamoum, une anthropologue, Meryem Sellami. On peut dire qu'il y a une petite dizaine d'ouvrages publiés après 2011 par les sociologues.

Habib - Et vous pensez que ça encourage des jeunes à aller vers la sociologie ? Vous pensez que la sociologie a tendance à se développer en ce moment où ça ne change pas profondément ?

Dorra - Disons qu'en termes de débouchés, j'ai l'impression que ça s'améliore. Même au niveau des institutions, par exemple au ministère de la Femme ils ont recruté cette année trois jeunes sociologues. Au ministère des Affaires sociales, l'attaché de cabinet est un sociologue. Donc même au niveau des institutions ils ont compris que les sociologues sont importants pour comprendre les conflits et comprendre les revendications, les relations sociales dans les communautés.

Bon, je pense en termes de débouchés pour les jeunes. En tout cas, ils raisonnent aussi comme ça parce que c'est bien de faire une thèse mais on aimerait bien après travailler.

Habib - Vous avez une bonne connaissance du pays, des territoires, des régions ?

Dorra - Je pense que oui. Je connais le Nord. Je travaille beaucoup au Kef, je travaille avec les organismes nationaux, avec l'ODESYANO (Office de Développement Sylvio-Pastoral du Nord-Ouest) sur des tas de problématiques de groupements des populations, les énergies renouvelables, enfin tout ça. J'ai travaillé à Béja où j'ai fait ma thèse, à Seliana j'ai fait des focus groupes. Bizerte aussi, pas mal dans les sections de l'ATFD, le centre, tout ce qui est Sousse, Monastir, oui aussi.

Habib - Mais vous n'avez pas particulièrement investi un terrain, par exemple prolongé, comme on dit souvent, son terrain. Comme Béja, par exemple, ça aurait pu être votre zone d'investigation profonde.

Dorra - Non, c'est plus une catégorie sociale qu'une zone. Pour moi, de plus en plus c'était la famille, l'éducation, la famille et les femmes maintenant, les relations hommes femmes et comment elles sont en train d'évoluer. Dans quel sens ? Vers quel type de droit ou de chances ? Et comment le changement de contexte politique ou économique se traduit au niveau des relations et des rapports de force ou de pouvoir.

Habib - D'où la nécessité de changer de terrain pour voir des situations différentes.

Dorra - Voilà exactement, exactement. De partager avec des chercheurs dans d'autres pays, que ce soit l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, la Jordanie aussi, la Libye. La Libye maintenant où les meurtres, les féminicide sont publiés sous forme de suicide. La femme est tuée par son mari, toute la famille, y compris les parents, la médecine légale, les parents, c'est : elle s'est suicidée. Pourquoi ? Parce que sinon ça détruit l'ambiance de la famille et les sœurs ne trouveront plus de mari. Ça devient une famille maudite. Donc là, j'ai appris dernièrement cette affaire-là. Comment la société construit autour d'un phénomène nouveau, scandaleux, moralement scandaleux, toute une problématique, toute une construction pour banaliser.

Habib - Deux cas, deux questions : qu'est-ce qu'on risque quand on viole une femme en Tunisie ?

Dorra - Il y a de la prison, ça c'est sûr. Je ne sais plus si c'est 20 ans, c'est beaucoup.

Habib - Ca peut aller jusqu'à 20 ans ?

Dorra - Ah oui, je pense. Je pense qu'il y a 20 ans, quand c'est une mineure c'est encore plus que ça je crois.

Il y a toute une problématique du consentement. Aujourd'hui, il faut réfléchir. Qu'est-ce que ça veut dire consentante ? Même au niveau européen, il y a beaucoup de personnes qui sont en train d'écrire sur ce que ça veut dire consentir. Surtout dans notre culture à nous, qu'est-ce que ça veut dire consentir, en termes de viol conjugal. Mais en termes de viol d'autres personnes c'est pénalisé, grâce à loi 58 d'ailleurs. Parce qu'avant le plus grave surtout ce n'est pas qu'elle soit violée, c'est qu'elle soit obligée d'épouser le violeur. La loi l'a enlevé, la loi de 58. Mais dans la réalité, beaucoup de gens continuent de penser, les dernières enquêtes, qu'il faut qu'elles

Habib - La deuxième question : qu'est-ce qu'on risque quand on tue sa femme ?

Dorra - Justement, on travaille sur ça. Sur le féminicide des épouses, justement. Et là aussi, il faut voir les juristes. Je voudrais pas vous induire en erreur, mais il faut voir avec les juristes ce que le code pénal prévoit en termes de meurtre ou d'assassinat de l'épouse.

Habib - Votre terrain ou votre publication préférée ? Si vous êtes fière d'un terrain ou d'un travail, je veux dire publication ou thèse ou n'importe, si vous pouviez citer un exemple, qu'est-ce que vous donneriez ?

Dorra - J'ai travaillé dernièrement sur deux choses que je trouve intéressantes, sur le cyber harcèlement sexuel des étudiantes, qui est publié, et j'ai aussi travaillé sur la campagne « *ana zeda* », Me Too en Tunisie, publié aussi. Vous trouverez aussi les deux sur Internet. Et là je trouve que ces deux études sont très importantes aujourd'hui. Je les cite assez souvent parce qu'elles sont vraiment sur un phénomène nouveau qui est banalisé et qu'il faudrait quand même approfondir. Quand vous parlez des féminicides ou autres, on n'a pas de savoirs et d'explications suffisantes. Parce que tuer les femmes, non seulement ils la tuent mais ils tuent en quelque sorte tout ce qui est féminin. C'est le féminin qui est complètement anéanti, qui est complètement détruit. La manière dont ces femmes sont détruites, c'est comme quelqu'un qui veut effacer quelque chose. Je ne suis pas psychanalyste et je n'aime pas trop les explications des psychanalystes parce que par ailleurs, elles sont très misogynes. Mais il doit y avoir quelque chose de l'ordre de quelqu'un qui ne supporte pas autre chose que l'homme, que le masculin, c'est une destruction de l'autre, de l'autre face de l'humanité.

Habib - Un travail que vous aimeriez faire ? Que vous n'avez pas eu l'occasion de faire, que vous regrettez de ne pas avoir fait ? Une recherche, je parle de la sociologue, bien sûr. Une recherche que vous aimeriez faire ou que vous auriez aimé faire ?

Dorra - Ce que j'aimerais faire c'est de faire des parcours de vie, des récits de vie de femmes leaders, de femmes militantes et j'aimerais aussi faire des parcours de vie de femmes ministres. On a eu seize ministres dans le pays, dix-sept avec celle-là et j'aimerais savoir comment elles ont géré cette affaire-là. Il y a eu quelqu'un qui a fait

déjà un livre sur les ministres de Bourguiba et les ministres de Ben Ali. Et quand j'ai parlé aux amies de faire un livre sur les femmes ministres, elles m'ont dit Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Tu vas les valoriser, travaille plutôt sur les parcours des grandes féministes, des féministes tunisiennes, maghrébines et laisse tomber cette affaire-là. Donc je suis entre les deux. Mais ce que j'aimerais faire c'est voir, un peu comme ce que vous faites, c'est un peu le récit de vie, voir comment elles ont commencé, comment elles ont monté les échelons, les difficultés auxquelles elles se heurtent, comme Bochra Ben Hamida maintenant qui est en exil à Paris. Tout le parcours de certaines femmes qui ont milité, qui ont lutté, qui ne sont peut-être pas nécessairement les bourgeoises dont vous parlez mais ça peut être des leaders invisibles qui ont lutté pour affirmer un certain nombre de choses et changer leur environnement.

Habib - Par rapport justement à ça, vous connaissiez comme moi, j'en connais quelques-unes personnellement, des femmes noires tunisiennes.

Dorra - Oui, j'en connais oui.

Habib - Vous les suivez ? Vous pensez qu'elles font un travail important ? Est-ce qu'elles s'éloignent de la cause féministe ?

Dorra - Je sais qu'il y a une ou deux associations et que la leader d'une des associations est une femme puissante.

Habib - Saadia Mosbah ?

Dorra - Voilà oui. C'est une femme forte, une femme qui a vraiment du cran, très courageuse. Malheureusement elle est seule, tu ne sens pas qu'il y a un mouvement.

Le seul problème aujourd'hui de ce phénomène qui s'est développé depuis 2011 aussi, c'est qu'il y a beaucoup d'associations où il y a une personne et puis il y a six ou sept salariés. Donc il n'y a pas de mobilisation réelle. Il y a des gens qui font des choses ponctuellement sur Internet ou dans l'espace public, surtout virtuel, il faut le dire. Le bénévolat est en train de reculer, alors les jeunes préfèrent travailler sur les réseaux sociaux. Les formes du militantisme ont changé, y compris d'ailleurs dans les associations et les partis politiques aussi. D'une certaine manière, les formes de militantisme ont changé. Ils sont plus individualistes. Vous les mobilisez une fois ils viennent, mais pour le travail quotidien, la mobilisation quotidienne ils ne sont souvent pas là. Voilà le problème, c'est ça.

Et puis il y a tout l'autre danger qui nous guette, c'est les bailleurs de fonds, c'est les opportunités offertes par les bailleurs de fonds. Tu travailles sur le rôle politique des femmes et puis le bailleur de fonds te dit moi j'ai de l'argent, mais c'est l'*empowerment* économique. Du coup tu es dans un projet politique et tu vas vers l'autonomie économique des femmes qui n'a pas de relation directe. Quand tu as un projet politique, tu veux faire un certain buzz pour que les femmes aient un rôle politique

majeur, tu te retrouves en train de les équiper pour faire des petits projets, donc c'est autre chose.

Habib - Alors j'ai une question très large. Je suis universitaire, moi aussi je suis à la retraite, mais je suis universitaire. J'étais en France comme universitaire, j'ai toujours travaillé avec des institutions européennes ou du grand nord. Et en France c'est rare que des universitaires en sciences sociales fassent des travaux commandés par des bureaux d'études ou par des organisations comme ça, ça arrive, mais c'est relativement rare. Dans les pays du Sud, j'ai vécu longtemps en Egypte, je connais bien le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, en général le gros investissement des recherches en sciences sociales ce sont des travaux commandés, l'explication est financière ou il y a autre chose ?

Dorra - Il n'y a pas de budgets suffisants pour la recherche. Il y a aussi le fait que les salaires des enseignants n'ont pas évolué depuis des décennies, que ce soit en Egypte ou en Tunisie. Donc aujourd'hui, vu le prix des loyers, le prix des soins pour les enfants, tu vois que l'universitaire qui s'arrête à son salaire, même en étant en couple, il n'y arrive plus. Donc il y a aussi la tentation de l'argent, surtout quand on est jeune, qu'on commence.

Il n'y a pas de structures de recherche pour pouvoir faire de la recherche dans les facultés. Moi, dans ma carrière de 40 ans à l'université, j'ai pu faire une unité de recherche et avec ça les difficultés dont je vous ai parlé tout à l'heure pour pouvoir faire des projets. On n'avait pas de budget national, on n'avait pas d'argent, Il fallait aller solliciter le CMCU ou des fondations pour avoir de l'argent, pour faire soit des enquêtes, soit envoyer des étudiants en stage.

J'étais dans des projets, notamment un projet important dont je n'ai pas parlé, avec des universités, il y avait l'Espagne (Complutense), il y avait Rome 3, il y avait le Maroc (Mohammadia) puis il y avait Toulouse - l'équipe de Toulouse c'est là que je les ai connus - qui a duré quatre ans, où on a eu un petit équipement. Des étudiants sont allés en France. Ils ont fait des stages qui les ont vraiment marqués. Donc tu sens que ça a été pour eux très important comme échange, mais c'est grâce à des projets de coopération.

L'Etat tunisien ne finance pas la recherche, comme il ne finance pas les associations d'ailleurs, il n'y a pas de sous pour les associations, même quand c'est une association de recherche comme l'Association tunisienne de sociologie.

Mais je me dis ce n'est pas grave s'il y a une formation qui explique comment transformer une commande en question de recherche.

Habib - Vous y arrivez ?

Dorra - Il faut essayer. Au laboratoire de sociologie de Rennes, ils ont fait ça. Ils travaillent avec le ministère de L'équipement, Ils savent comment transformer une commande en recherche scientifique.

Moi, j'ai fait un projet dans ce sens-là, il n'a pas été accepté. Comment faire, former les jeunes à cette sociologie professionnelle, être au service des institutions tout en gardant son statut de sociologue ou de chercheur.

On peut essayer de faire les deux, mais il faut qu'il y ait la volonté pour ça, il faut qu'il y ait une véritable réforme de l'enseignement, de la sociologie des sciences sociales d'une façon générale, pour qu'il y ait à la fois des sociologues qui vraiment réfléchissent et agissent en sociologues, tout en faisant un travail utile pour la société aussi.

Habib - Ça vous arrive de pratiquer, je reprends la formule connue, de pratiquer la ségrégation positive en faveur des femmes ?

Dorra - Non, je prends selon la compétence et selon le besoin, ça dépend parfois, je prends les deux. Mais non, je ne vois, je n'ai jamais fait de favoritisme en faveur des filles parce que c'est des filles.

Habib - Mais c'est par rapport aux chances ou aux inégalités des chances dont vous parliez au début, c'est par rapport à ça.

Dorra - Non, je ne le fais pas.

Habib - Quand on est femme, universitaire, sociologue, engagée, activiste, féministe, on est forcément de gauche ?

Dorra - Disons que ce n'est pas la gauche politique et je ne suis pas d'accord avec tout ce que fait la gauche politiquement dans mon pays. Mais effectivement on est un peu de gauche, forcément. Ça ne veut pas dire qu'on ne reconnaît pas que l'État ou le pouvoir en place fait des choses positives.

Et je pense que Bourguiba a fait beaucoup de choses. Bourguiba, concernant le discours sur la virginité, je me rappelle le discours je ne sais plus quel âge j'avais. Publiquement il a dit celui qui vient me voir le lendemain de son mariage pour me dire que sa femme n'est pas vierge, je le mets en prison !

Il a joué un rôle important au début, en tout cas. Après malheureusement ça s'est mal terminé et c'était autre chose, bien sûr. Mais la première période, ça a été une période majeure et j'ai eu la chance de vivre cette période-là. Donc c'est ce qui nous a construits.

On a des acquis en matière de planification familiale, ça a reculé maintenant on ne fait plus suffisamment d'avortements ni suffisamment de contraception. Mais il y a eu

une période de politique de planification familiale, de scolarisation, notamment il a construit des internats pour les filles dans les milieux ruraux, pour que les petites filles rurales aillent à l'école.

Donc, il y a eu des choses qui ont été faites, je le reconnais. Mais sur le plan politique, c'était un dictateur, il a fini par être un véritable dictateur malheureusement. Il a mis des gens en prison pour leurs idées. La grande grève de 72 à l'université, moi j'étais présente. J'avais ma fille à l'époque, j'étais déjà mariée et je travaillais.

Habib - Votre fille, elle suit un peu le même chemin ?

Dorra - Un peu. Ma fille a fait du marketing. Elle a ouvert un petit bureau d'études ici. Mais c'était la période de Ben Ali. Et comme elle était la fille de Dorra et que je n'étais pas parmi les gens engagés avec le RCD, elle n'avait pas droit aux appels d'offres importants et intéressants pour survivre dans un bureau privé.

Dorra -. Alors elle est partie à Montréal. Elle a passé une quinzaine d'années au Canada et elle s'est mise à faire de l'anthropologie et de la sociologie. Du coup, elle a viré vers la socio anthropologie.

Habib - Je travaille beaucoup avec des collègues marocains mais aussi algériens, dans le cadre de ce projet « Histoire orale de la production, des connaissances ». Quand je faisais des interviews avec des Marocains ou des Algériens, beaucoup ont cité votre nom.

Dorra - Oui, j'ai beaucoup travaillé au niveau du Maghreb. D'abord dans une association qui s'appelle l'Association maghrébine des études de population. Il y avait les statisticiens, les démographes et les sociologues. On a créé une association et on avait annuellement des rencontres dans les grands instituts de statistiques et on avait des thématiques. Il y avait avec nous les grands de la démographie, de la géographie aussi. Ça, c'était ma première expérience, j'étais dans le bureau de cette association.

La deuxième expérience que j'ai eue, en 88 j'ai créé avec les copines algériennes et marocaines un groupe de recherche qui a produit un ouvrage sur les femmes diplômées au Maghreb, les pratiques novatrices des femmes diplômées au Maghreb, avec un gros financement du FNUAP qui a été donné à l'époque à ce qu'on appelait en Tunisie l'Institut de recherche et d'études de populations (IREP) dont Madame Faïza Kefi était directrice. Le fonds a été utilisé par les trois pays. On a fait trois grandes enquêtes avec les femmes universitaires, diplômées, sur le plan de la vie conjugale, du projet familial, du travail, de la vie politique. Et donc on a fait 3enquêtes, 1200 par pays et après on a fait du qualitatif, des entretiens qualitatifs et on a publié, l'ouvrage est sorti en 94, « Femmes diplômées au Maghreb : pratiques novatrices ». C'était une expérience de recherche importante. On était à l'époque soutenues, encadrées par un grand chercheur en sociologie de la famille, qui est François de

Singly, qui avait un laboratoire à Paris 5. On était pluridisciplinaires, donc il y avait psychologues, économistes, géographes, sociologues et juristes.

Il y a eu en 95 la conférence Internationale de Pékin donc on a constitué un groupe, cinq ans avant, qui va présenter un certain nombre de revendications à l'échelle internationale. Une partie des femmes de ce groupe a fait partie de ce qu'on appelle le Collectif 95 Maghreb égalité, qui a aussi publié un livre blanc. Il a publié ce qu'on appelle « 100 mesures pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans la famille », il a publié aussi un autre ouvrage sur le travail. Donc, c'étaient des publications collectives faites dans les trois pays, auxquelles ont participé des hommes aussi, dont Salah Hamzaoui et d'autres.

Habib - Et en ce moment, vous êtes sur un chantier d'écriture ou de recherche ?

Dorra - Pour le moment, je suis sur une expérience. Le ministère des Affaires sociales veut créer une unité, qu'il n'a pas voulu appeler « genre ». Officiellement on n'aime pas le mot genre. Une unité de renforcement de l'égalité au sein du ministère. Donc j'ai fait un peu les entretiens tout autour, l'audit et cetera. Et là, on est en train de voir avec le ministre, parce qu'il y a beaucoup de résistances, comment localiser cette unité au niveau de l'organigramme, de lui faire un plan d'action. Qu'est ce qui va changer au niveau de la formation des travailleurs sociaux, au niveau des contenus des manuels, au niveau de la gestion des centres de défense sociale où il y a beaucoup de problèmes, entre autres de violences sexuelles. Donc c'est comment mettre en pratique un certain nombre de connaissances pour que les institutions

Moi, je crois qu'il faut aussi avoir trois piliers, l'université, les institutions, la société civile. Il faut essayer de faire le lien entre les trois, ce n'est pas facile, mais il faut. Voilà, donc on espère que ça va aider à une prise de décision éclairée.

Il y a aussi un objectif d'utilité des connaissances qu'on produit. En tout cas, moi, j'y crois.

Habib - C'est une bonne manière de conclure cette interview. C'est formidable. Merci beaucoup de nous avoir parlé sans détour et directement. J'ai beaucoup apprécié, j'ai beaucoup appris et j'ai l'impression de vous connaître un peu plus.

Dorra - Merci. C'est un plaisir partagé.